

Bien-être

Des suggestions des chercheurs africains

Ils les ont énoncées à la Conférence internationale de la population à laquelle ont pris part plus de 1000 délégués du 29 octobre au 4 novembre en Afrique du Sud.



Par Adrienne Engono Moussang, de retour de Cape Town

Johnson Teke

Compléter l'abstinence avec d'autres méthodes

« L'abstinence seule ne peut pas aider à lutter contre les infections sexuellement transmissibles (Ist), le sida et les grossesses non-désirées ». Ces propos sont de Johnson Teke, démographe en service au Bureau central des recensements et des études de la population (Bucrep), il a mené une étude sur la place de l'abstinence dans les programmes de sensibilisation des jeunes scolarisés (élèves et étudiants) à Yaoundé. « Je me suis rendu compte qu'au moins 5% de jeunes filles sont tombées enceintes alors même qu'on leur prêchait une vie sans rapport sexuel. Le danger de cette situation c'est que plus de 50% de ces filles se sont fait clandestinement avorter avec des risques énormes », renseigne-t-il. Le phénomène, selon ses dires, est plus inquiétant auprès de la jeunesse non-scolarisée à laquelle il souhaite s'intéresser s'il obtient un financement.



Johnson Teke conseille donc que l'abstinence ne soit plus une panacée dans les programmes d'éducation sexuelle des jeunes. « Il faut reconnaître les limites de cette méthode et proposer d'autres qui peuvent bien la compléter à la jeunesse », insiste le chercheur qui a présenté son poster à Cape Town.

Vincent Nguékoumka Kebmaki

Astuce contre l'excision

Statisticien démographe et géographe, Vincent Nguékoumka Kebmaki se préoccupe du profil des exciseuses au Tchad. C'est bien ce sur quoi il revient dans le poster qu'il a présenté. A travers une enquête sur les mutilations génitales féminines qu'il définit comme toute intervention nocive pratiquée sur les organes génitaux féminins à but non thérapeutique. Il indique que l'excision est la forme des mutilations la plus pratiquée au Tchad, avec un pourcentage de 44%, selon l'enquête mixte de santé de 2010. « Une telle pratique expose la femme aux risques d'infection et de contamination au Vih/Ist et des problèmes liés à la santé de reproduction », souligne-t-il. Il s'étonne de ce que malgré l'existence des lois contre cette pratique et les efforts des partenaires tels que le Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa), celui pour l'enfance (Unicef) etc. l'on n'arrive pas à lutter contre ce phénomène. Parmi les caractéristiques des exciseuses, le chef du programme Vih au Fonds de soutien aux activités en matière de po-



population au Fonds mondial de lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose recense l'appartenance à la religion musulmane, à la tranche de 30-39 ans, à la catégorie des femmes au foyer, non scolarisées et ayant au moins une fille excisées. Il relève la nécessité de créer des cadres d'accompagnement des femmes exciseuses pour leur réinsertion socioprofessionnelle et économique.

Esther Crystelle Eyinga Dimi

Accompagnement des personnes âgées

C'est en connaissance de cause que cette démographe en service au Bureau central des recensements et des études de la population du Cameroun parle de la stigmatisation et de la discrimination des personnes âgées. C'est du moins le thème du poster présenté lors de la 27^e conférence de l'Union internationale de l'étude de la population (Uiep). Et à aucun niveau la situation n'est guère reluisante, selon Esther Crystelle Eyinga Dimi « les actes discriminatoires à l'encontre des personnes âgées s'observent dans



la rue, au sein des familles, des communautés, en ville et en campagne, dans les lieux publics et enfin dans les lois et des politiques adoptées. » Elle est convaincue que le manque d'information sur ces personnes est à l'origine de cette situation qu'elle déplore. Comme solution, elle suggère l'éducation, la mise en place des lois, d'une cellule de dénonciation et d'écoute pour les cas de violence et de négligences des personnes âgées, des services d'accompagnement médico-social des dites personnes, etc.

Dr Godswill Osuafor

Renforcement de l'éducation à la contraception

La présentation de ce chercheur en sciences de la santé à l'Université du Venda à Thohoyanda, dans la province du Limpopo, en Afrique du Sud, est revenue sur l'influence de l'éducation de la femme sur l'utilisation du contraceptif. En fait, lors d'une session à la Conférence internationale de la population tenue à Cape Town en Afrique du Sud, du 29 octobre au 4 novembre, le Nigérien Dr Godswill Osuafor a entretenu l'audience



sur l'inséparable relation entre ces deux concepts après une étude réalisée dans six régions du Nigeria auprès des femmes de 15 à 49 ans. Les résultats de son étude révèlent que la promotion de l'éducation de la femme va augmenter la prévalence de la contraception et participer à la maîtrise de la fertilité. Le cas examiné au Nigeria peut bien s'appliquer dans d'autres pays, comme le recommande le chercheur.

Doris Tshibuabua Mubengayi

Instruction de la femme pour la Pf

Étudiante au département des sciences de la population et du développement à l'Université de Kinshasa en République démocratique du Congo, elle s'est intéressée à la relation entre le niveau d'instruction de la femme et l'entrée en vie féconde. Doris Tshibuabua Mubengayi s'est basée sur les données de l'enquête démographique et de santé de 2012-2013. Les résultats préliminaires



indiquent aussi que l'âge à la première naissance est significativement associé au niveau d'instruction des femmes, indépendamment de l'utilisation d'une méthode contraceptive moderne, de l'état matrimonial et du milieu de résidence. Ainsi, cette étude tente de comprendre comment l'éducation influence l'entrée en vie féconde et la planification familiale (Pf).

Roland Moodjom

Développer la région en vue de l'accès à l'emploi

Roland Moodjom et Samuel Nouetagni ont exposé un poster sur les déterminants contextuels et individuels de l'insertion des jeunes âgés de 15 à 24 ans sur le marché du travail au Cameroun, au Mali et au Sénégal. En démontrant que le taux de fécondité élevé fait du Mali (7 enfants en moyenne par ménage) un pays où les besoins d'emplois des jeunes sont plus importants qu'au Cameroun et au Sénégal, où l'on enregistre 5 enfants par famille, le Camerounais Moodjom et son collègue Nouetagni aboutissent à la conclusion selon laquelle, le niveau de la région de résidence du jeune compte pour son insertion professionnelle. Ils proposent alors que les actions de politiques d'emplois dans ces trois pays intègrent les spécificités socio-territoriales de



chaque pays dans la perspective d'endiguer ce phénomène afin de mieux capitaliser la fenêtre d'opportunités nées de la modification de la structure par âge de la population.

Franklin Bouba Djourdebbe

Valorisation de la consultation soins prénatale

Les zones urbaines ont-elles toujours des avantages par rapport aux zones rurales en matière de discontinuité des soins prénataux en Afrique subsaharienne ? C'est la question à laquelle tente de répondre Franklin Bouba Djourdebbe, démographe et chercheur à l'Institut de formation et de recherche démographique (Iford) dans l'une de ses présentations lors de la Conférence internationale de la population. En Afrique subsaharienne, soutient-il, non seulement la proportion des femmes qui effectuent une visite prénatale est faible mais très peu poursuivent les soins prénataux. Or, des



données des enquêtes démographiques et de santé collectées entre 1998 et 2016 dans 27 pays subsahariens, l'étude analyse les différences urbain/rural en matière de discontinuité des soins prénataux. D'un pays à un autre, la disparité entre zones rurales et urbaines change. Le travail de Dr Bouba contribue à une prise

des disparités complexes dans la discontinuité des soins dans les politiques de santé maternelle en Afrique subsaharienne. Dans une autre présentation, il démontre l'impact de l'environnement sur la santé des enfants en zones urbaines en Afrique.

Ledwine Sonia De Banguirys

Rendre l'aide humanitaire consistante

Ledwine Sonia De Banguirys a jeté son dévolu sur «*Perception des critères endogènes de richesse dans les ménages des réfugiés centrafricains à l'Est du Cameroun*». Par des techniques d'enquêtes qui l'ont conduite sur le terrain elle va se rendre à l'évidence que les critères de richesses sont relativement fonction des opportunités locales et/ou individuelles, des programmes d'aides humanitaires que s'offrent à chaque type de ménages. Les ménages très pauvres et pauvres sont les plus dépourvus de richesses et dépendent totalement de l'aide humanitaire. Tandis que les ménages moyens ou nantis ont une possibilité de mener des activités productives de richesses, par conséquent, ces ménages disposent d'une marge de manœuvre pour s'auto



prise en charge. Cependant, il est à noter que la génération des richesses dans les ménages dépend en grande partie du nombre des personnes actives qui s'y trouvent. Cette étude contribue à l'amélioration des connaissances sur les conditions de vie des populations des réfugiés mais aussi celles des populations hôtes afin de leur apporter de l'aide humanitaire conséquente et adéquate selon leurs besoins spécifiques. Un autre poster de cette ressortissante de la République centrafricaine au Cameroun s'est appesanti sur les raisons du non-recours à la consultation prénatale par des adolescentes lors de leur première grossesse à Yaoundé. Elle pense que l'éducation et l'autonomisation de la femme peuvent résoudre le problème.

Samuel Codjoe

L'Union africaine pourra soutenir l'organisation des recensements

Le président de l'Union pour les études de la population en Afrique relève les défis de cette entité qu'il dirige depuis deux ans.



Par Adrienne Engono Moussang, de retour de Cape Town

Deux ans après votre arrivée à la tête de l'Union pour les études de la population en Afrique (Uepa), quel bilan dressez-vous ?

Depuis notre dernière réunion tenue en 2015 à Pretoria en Afrique du Sud où j'ai été porté à la tête de l'Uepa, nous avons relevé des défis. D'abord celui de l'adhésion des Etats. Beaucoup de pays n'étaient pas membres de l'Union. En Afrique du Nord par exemple, la Tunisie, l'Egypte, l'Algérie, la Lybie traînent encore le pas. Nous nous retrouvons dans des rencontres comme la Conférence internationale de la population à laquelle nous prenons part en ce moment à Cape Town, en Afrique du Sud, mais très peu de ces pays nous rejoignent quand il s'agit de l'Afrique.

Qu'est-ce qui peut expliquer cette attitude ?

Nous pouvons lier ceci au fait que les données démographiques de cette partie du continent, au contraire de celles de l'Afrique subsaharienne, ont considérablement chuté. Et que parfois, ils préfèrent s'affilier aux regroupements arabes et européens plutôt qu'à ceux de l'Afrique. Sinon, l'on retrouve, de ce côté-là, de grands démographes ainsi que des instituts de renommée internationale comme l'Institut démographique du Caire. Nous essayons de tendre la main à nos confrères, pas seulement ceux du Magreb ; nous avons aussi les pays francophones, comme le Cameroun et le Burkina Faso, sont souvent lents dans l'union. Nous poursuivons la sensibilisation. Nous souhaitons utiliser les technologies de l'information et de la communication (Tics) dans la collecte des données pour limiter la paperasse et réduire la durée dans la livraison des résultats. Seulement, le taux de pénétration d'Internet est très bas dans des pays comme le Niger et l'Erythrée. C'est la raison pour laquelle, nous voulons développer des partenariats bilatéraux Sud-Sud afin que ceux qui sont à jour tirent ceux qui sont moins avancés.

L'Afrique a une proportion importante de pays n'ayant pas organisé le recensement de la population. Comment parler des données démographiques quand celles-ci ne sont pas mises à jour ?

C'est un problème, le recensement coûte cher. Il y a des Etats qui ne peuvent pas supporter cette dépense et attendent des financements des bailleurs de fonds. Nous sommes en bonne voie avec l'Union africaine qui pourra soutenir l'organisation des recensements dans certains pays. Mais avec les efforts de développement dans le continent, le recensement ne va plus s'organiser comme actuellement. L'on va passer aux méthodes d'ailleurs, notamment des Etats-Unis où l'on n'a plus beaucoup de personnes pour la collecte des données sur le terrain. Ainsi, le recensement deviendra un simple calcul mathématique après 10 ans pour la mise à jour des informations. Nous disons merci à l'Union africaine qui veut s'y engager. Le niveau de la démographie au Cameroun est satisfaisant. Il y a là-bas un grand nombre de chercheurs qui peuvent bien faire du Cameroun une plate-forme de la démographie pour l'Afrique centrale.

